

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

25 mars 2021

---

**LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3995)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 6096

présenté par

M. Garot, M. Potier, Mme Jourdan, M. Leseul, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory

**ARTICLE 61**

À l'alinéa 2, après les mots :

« serre, »,

insérer les mots :

« respectueuse de la santé humaine, environnementale et animale, ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés intègre l'approche « Une seule santé » à la nouvelle stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat.

Depuis les débuts de la pandémie de Covid-19, plusieurs études ont souligné les liens entre les enjeux alimentaires et sanitaires. Ainsi, les pathologies à fortes composantes alimentaires (surpoids, diabète, hypertension, maladies cardiovasculaires) ont été signalées comme facteurs aggravants en cas de contamination par le virus.

Par ailleurs, la question des risques de zoonose a mis en évidence la nécessité d'une prise en compte mieux raisonnée de la santé animale sur la planète : selon l'Anses, plus de 60% des maladies humaines infectieuses ont aujourd'hui une origine animale.

L'approche « Une seule santé » (One Health) est adaptée à l'ensemble de ces enjeux, puisqu'elle promeut la prise en considération de la santé humaine, mais aussi de la santé de l'environnement et de la santé animale. Elle est notamment portée au niveau international par les Objectifs de Développement Durable (ODD) et par la Food and Agriculture Organization (FAO). Les travaux de l'Anses, en France, s'inscrivent eux aussi dans cette perspective « Une seule santé ».

Cette approche se trouve au carrefour de plusieurs questions essentielles pour notre alimentation : la qualité des produits et la prévention sanitaire, bien sûr, mais aussi l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, la transformation des produits agricoles. Il est donc cohérent de l'inclure dans les lignes directrices de la stratégie nationale de l'alimentation, de la nutrition et du climat : c'est l'objet de cet amendement.